

PREFECTURE DE L'OISE

Installations classées pour la protection de
l'environnement

Récépissé de déclaration du 2 novembre 2004

Société S.D.D.M.
55, Route Nationale

60110 AMBLAINVILLE

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement ;

Vu l'acte administratif précédemment délivré le 18 septembre 1980;

DONNE RECEPISSE

à Monsieur le Président de la société S.D.D.M. de sa déclaration du 20 octobre 2004 faisant connaître son intention de régulariser la situation administrative de l'ensemble des activités exercées sur le site à AMBLAINVILLE.

Cet établissement est soumis à déclaration et rangé sous la (les) rubrique(s) suivante(s) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

1430: Liquides inflammables (définition), à l'exclusion des alcools de bouche, eaux de vie et autres boissons alcoolisées Les liquides inflammables, quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point d'éclair est déterminé suivant les modalités techniques définies par l'AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables. Le régime de classement d'une installation est déterminé en fonction de la "capacité totale équivalente" exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de la 1ère catégorie, selon la formule : $C \text{ équivalente totale} = 10 A + B + C/5 + D/15$ où A représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (coefficient 10) : oxyde d'éthyle, et tout liquide dont le point d'éclair est inférieur à 0° C et dont la pression de vapeur à 35°C est supérieure à 105 pascals B représente la capacité relative aux liquides inflammables de la 1ère catégorie (coefficient 1) : tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 55°C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables C représente la capacité relative aux liquides inflammables de 2ème catégorie (coefficient 1/5) : tout liquide dont le point éclair est supérieur ou égal à 55° C et inférieur à 100° C, sauf les fuels lourds. D représente la capacité relative aux liquides peu inflammables (coefficient 1/15): fuels (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives Nota En outre, si des liquides inflammables sont stockés dans la même cuvette de rétention ou manipulés dans le même atelier, ils sont assimilés à des liquides de la catégorie présente la plus inflammable. Hors les produits extrêmement inflammables, les liquides inflammables réchauffés dans leur masse à une température supérieure à leur point d'éclair sont assimilés à des liquides inflammables de 1ère catégorie.

1432 2. b): Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de), stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3

2660 2.: Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (fabrication ou régénération des), la capacité de production étant supérieure ou égale à 100 kg/j, mais inférieure à 1 t/j

2662 b): Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1000 m3

2940 2. b): Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521, lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...). si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j

activités non classables : emploi de résines polyester

Le déclarant doit se conformer strictement aux prescriptions générales ci-jointes, applicables dès notification du présent récépissé. Lesdites prescriptions peuvent être complétées ou modifiées par des arrêtés préfectoraux pris après ouverture de l'établissement, conformément aux articles L.512-9 et L.512-12 du code de l'environnement.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation est tenu de notifier à la préfecture, bureau de l'environnement, la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci.

L'exploitant de l'installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le présent récépissé ne saurait être opposable à l'Administration en cas de refus au titre d'une autre législation. Il est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Il ne dispense pas le déclarant de solliciter le permis de construire lorsque celui-ci est obligatoire.

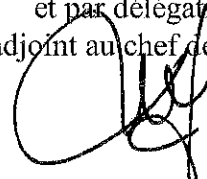
Le régime de la déclaration n'imposant pas de contrôle a priori des installations, le présent récépissé ne tient compte que des activités déclarées par l'exploitant, sous son entière responsabilité. Une déclaration complémentaire doit être souscrite si certaines activités n'ont pas été déclarées.

Le présent récépissé fera l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

Ce récépissé annule et remplace l'acte administratif précédemment délivré.

Beauvais, le 2 novembre 2004

pour le préfet
et par délégation,
l'adjoint au chef de bureau,



Nadine COURSELLE

DESTINATAIRES

Monsieur le Président de la société S.D.D.M.
55, Route Nationale 60110 AMBLAINVILLE
s/c de Monsieur le maire d'AMBLAINVILLE

Monsieur le directeur départemental de l'équipement (SAUE - ADS)

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours

PJ/JG

PREFECTURE DE L'OISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de l'Administration
Générale

2ème Bureau

"Réglementation et Environnement"

Installations classées pour la
protection de l'environnement

Commune d'AMBLAINVILLE

n° du dossier : 292/79

Le Préfet de l'Oise

Officier de la Légion d'Honneur,

VU la demande présentée le 6 Novembre 1979 complétée le 20 Mars 1980, par laquelle la Société de DECOUPAGE de NACRE dont le siège social est 16, rue du Docteur Gey à MERU, sollicite la régularisation administrative des activités exercées dans son établissement d'AMBLAINVILLE et l'autorisation de procéder à l'extension des installations de moulage et de polymérisation à froid de matières plastiques dans ledit établissement, l'ensemble constituant :

A/ - Des installations soumises à déclaration classées dans la nomenclature sous les rubriques :

- 263 B : dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie constitué de réservoirs aériens d'une capacité totale de 54.000 l. dans lequel sont conservés des résines ;
- 272 A 2° : (atelier d'estampage de pions) emploi de matières plastiques ou résines synthétiques autres que le celluloid, comportant des opérations telles que moulage, trempage, extrusion, polymérisation à chaud ou à froid. ;
- 405 B 1° b : application à froid de vernis par pulvérisation, la quantité de vernis à base de liquides inflammables de 1ère catégorie utilisée journallement étant inférieure à 25 litres ;

B/ - Des installations non classables :

- Un dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie enterré (acétone et styrène) de 19.000 litres ;
- Un dépôt enterré de liquides inflammables de 1ère catégorie (acétone récupérée) de 5.000 litres ;
- Un dépôt aérien de résines conservé dans des liquides inflammables de 1ère catégorie de 8.000 litres ;
- Un dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie de 500 litres ;

.../...

- Un atelier de fabrication de pions utilisant des résines (600 Kgs) et des liquides inflammables (la quantité utilisée journellement étant inférieure à 1.000 litres) ;
- Un atelier de moulage pour la décoration utilisant des liquides inflammables (la quantité utilisée journellement étant inférieure à 100 litres) ;
- Un atelier de lavage des pions ;
- Un laboratoire utilisant 100 litres de liquides inflammables par jour ;

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris en application de la loi susvisée ;

VU le décret du 20 Mai 1953, modifié et complété et la nomenclature des installations annexée ;

VU le décret n° 77.1134 du 21 Septembre 1977 modifiant la présentation de la nomenclature des Installations classées, notamment les rubriques 253 et 261 ;

VU l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations classées ;

VU la circulaire ministérielle du 6 Juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires en provenance des Installations classées ;

VU la circulaire ministérielle du 17 Juillet 1973 relative à la définition des dépôts distincts de liquides inflammables ;

VU l'instruction ministérielle du 17 Avril 1975 fixant les conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables ;

VU les arrêtés préfectoraux des 17 Octobre 1958, 2 Décembre 1971 et 13 Mars 1979 déterminant pour le Département de l'Oise les prescriptions applicables aux installations soumises à déclaration classées dans la nomenclature sous les rubriques 272, 405, 253, 261 ;

VU les divers actes administratifs précédemment délivrés à la Société de DECOUPAGE de NACRE, notamment l'arrêté préfectoral du 4 Juin 1959 autorisant le pétitionnaire à exploiter un atelier de fabrication de matières plastiques avec emploi de liquides inflammables ainsi qu'un dépôt de liquides inflammables de 1ère catégorie ;

VU l'avis en date du 3 Décembre 1979 de l'Inspecteur Départemental des Services d'incendie et de secours ;

VU les avis en date des 10 et 18 Avril 1980 de l'Inspection des Installations classées ;

.../...

VU l'avis émis le 6 Mai 1980 par le Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer toutes prescriptions complémentaires propres à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 susvisée, conformément à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour son application ;

A R R E T E :

Article 1er. - La Société de DECOUPAGE de NACRE pourra poursuivre l'exploitation des installations de son établissement d'AMBLAINVILLE sous réserve du strict respect des prescriptions ci-après énoncées :

1. - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS.

- 1/ - Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers présentés en vue de la rédaction du présent arrêté en tout ce qu'ils ne seront pas contraires à ses dispositions et à celles des arrêtés complémentaires.
- 2/ - Toute modification sera subordonnée avant sa réalisation à l'agrément de l'autorité préfectorale (Service des Installations classées pour la Protection de l'Environnement).
- 3/ - Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations classées sont de nature à modifier les nuisances présentées par les installations classées de l'établissement.
- 4/ - Les locaux en sous-sol ou à l'étage seront desservis par un escalier permettant leur évacuation sans emprunter un atelier présentant des risques d'incendie ou d'intoxication.
- 5/ - Dans les locaux où sont manipulés ou utilisés des produits toxiques, inflammables ou présentant un danger pour l'environnement, les sols seront imperméables et ininflammables ; en plus des sols, les parois des cuvettes de rétention des stockages présenteront également ces caractéristiques.

Toutes dispositions seront prises pour que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler dans les réseaux de collecte des eaux et polluer le milieu naturel.

6/ - Canalisations.

- . Les canalisations de fluides devront être individualisées par des couleurs conventionnées (Norme NF X 08.100) maintenues en bon état, ou un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant leur repérage immédiat.

- L'ensemble des canalisations et leurs accessoires concernés par les arrêtés ministériels des 15 Janvier 1962 et 19 Février 1979 devront satisfaire à leurs prescriptions.

7/ - Les appareils à pression de gaz et de vapeur entrant dans le champ d'application du décret du 18 Janvier 1943 et du décret du 2 Avril 1926 modifiés seront conformes à ses prescriptions.

8/ - Matériel électrique

- Les installations électriques seront réalisées conformément aux règles de l'art. Elles devront satisfaire aux prescriptions de la norme NFC 15-100 et présenter une résistance suffisante à l'action du milieu environnant (humidité, acidité...).

Les locaux présentant des risques d'explosion ne pourront être équipés que de matériel électrique de sûreté conformément aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 Juillet 1978 et des textes pris pour son application.

- Tout bâtiment renfermant des produits combustibles ou nocifs sera muni d'interrupteurs multipolaires pour couper le courant (lumière, force et ventilation). Ces interrupteurs seront placés à l'extérieur des bâtiments qui les concernant sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant en cas d'inutilité.

9/ - Hygiène et sécurité

- Les locaux et les machines seront maintenues dans un état conforme aux dispositions du livre II titre III du Code du Travail et des règlements administratifs pris pour son application en matière d'hygiène et de sécurité.
- Sur demande de l'exploitant, tous renseignements utiles lui seront donnés par l'Inspecteur du Travail pour l'application de ces règlements.

10/- Prescriptions relatives à la lutte contre l'incendie

a) Les ateliers seront desservis :

- extérieurement par des bornes incongelables ;
- intérieurement par un circuit indépendant du réseau des eaux industrielles, qui couvrira l'ensemble des installations.

b) Des matériels d'extinction spécifiques, manuels ou automatiques, seront mis en place près des installations qui les nécessitent, tels que les stockages et lieux d'utilisation de produits inflammables.

c) Les organes de coupures générales des fluides énergétiques (électricité, gaz, fuel, etc...) ainsi que les moyens de secours seront signalés bien visiblement, leur accès et les issues seront maintenus dégagés en permanence.

Le matériel sera vérifié périodiquement et entretenu en bon état de fonctionnement.

Un personnel spécialisé sera formé et soumis à des exercices périodiques.

- d) Des consignes de sécurité seront affichées en nombre suffisant. Elles indiqueront la conduite à tenir, les mesures à prendre en cas d'incendie dans le secteur considéré et pour tout accident plus important menaçant l'ensemble des installations (alerte, évacuation...).

11/ - Mesures d'information en cas d'incidents graves ou d'accidents

En cas d'incidents graves ou d'accidents mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés, l'Inspection des Installations classées.

Il fournira à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

- 12/ - Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions de cet arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration à l'Inspecteur des Installations classées.

13/ - Déchets

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influences néfastes sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages et, plus généralement, qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

La nature, la quantité des déchets solides, liquides ou pâteux engendrés par les fabrications, leurs destination, leur condition d'élimination seront communiquées pour accord préalable à l'Inspection des Installations classées.

Les quantités produits et éliminées ainsi que les noms des entreprises chargées du transport et de l'élimination seront également communiqués à l'Inspection des Installations classées chaque trimestre.

14/ - Pollution atmosphérique

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

Les cheminées de rejets seront munies de points de prélèvements obturables implantés conformément à la norme NFH 44051. Tous les mois des prélèvements en vue d'analyses seront effectués sur les conduits susceptibles de contenir des gaz toxiques. Les résultats des mesures concernant ces gaz seront consignés sur un cahier tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées ; celui-ci pourra imposer une périodicité différente ou demander que des analyses complémentaires soient effectuées par un laboratoire ; les dépenses qui en résulteront seront mises à la charge de l'exploitant.

15/ - Bruit

- Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents

- Les dispositions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées leur sont applicables.

A cet égard, la zone où sont implantées les installations est considérée comme zone résidentielle urbaine, le terme additif CZ a pour valeur 10 dB (A).

Le niveau acoustique équivalent mesuré en dB (A) suivant la norme S 31 010 ne doit pas dépasser en limite de propriété :

• les jours de la semaine de 7 h à 20 h	:	55	dB (A)
• les jours de la semaine de 22 h à 6 h	:	45	dB (A)
• les jours de la semaine de 6 h à 7 h	:		
et 20 h à 22 h	:	50	dB (A)
• les dimanches et jours fériés	:	50	dB (A)

16/ - Pollution des eaux

a) Les eaux pluviales seront collectées dans un réseau propre.

b) Seules les eaux de lavage des pions pourront être rejetées.

- Les rejets dans le milieu naturel devront satisfaire aux dispositions suivantes :

- Le débit journalier ne devra pas dépasser 1 m³
- la concentration moyenne sur 2 heures des matières en suspension totale ne dépassera pas 30 mg/litre
- la demande chimique en oxygène sera limitée en moyenne :
à 120 mg/litre sur 2 h.
- la demande biochimique en oxygène sera limitée en moyenne :
à 40 mg/litre sur 2 h.
- la température ne dépassera pas 30° C
- le Ph sera compris entre 5,5 et 8,5
- il ne devra pas résulter de coloration visible du milieu récepteur

- a. l'effluent ne devra pas contenir, de substances capables d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 m du point de rejet.
- c) L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositions d'épuration et les rejets des eaux de toute origine.

Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations classées.

Un registre sur lequel seront notés les incidents de fonctionnement des installations d'épuration, les dispositions prises pour y remédier les opérations d'entretien et de réparation des diverses installations d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires et les résultats des contrôles de la qualité des rejets sera régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspection des Installations classées.

d) Analyses et mesures

A la demande de l'Inspection des Installations classées, il pourra être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées et à leurs analyses. Les dépenses qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

II. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX ACTIVITES EXERCEES DANS L'ETABLISSEMENT.

- Dépôts enterrés de liquides inflammables de 1ère catégorie articles 2, 3, 4, 5, 12 à 26, 30 à 34, 35 (modifié comme suit : Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées en nappe ou à l'égout. Ces eaux devront être stockées en attendant leur reprise vers un centre de traitement), 36 à 38 de l'arrêté type attenant à la rubrique n° 253 de la nomenclature.
- Dépôts aériens de liquides inflammables de 1ère catégorie articles 3 à 5, 8 à 26, 30 à 34, 35 (modifié comme suit : Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront en aucun cas être rejetées en nappe ou à l'égout. Ces eaux devront être stockées en attendant leur reprise vers un centre de traitement) 36 à 38 de l'arrêté type attenant à la rubrique n° 253 de la nomenclature.
- Ateliers de fabrication avec utilisation de liquides inflammables de 1ère catégorie (fabrication des pions, atelier de moulage, laboratoire) à froid, articles 2 à 6, 7 (premier alinéa complété comme suit : On ne conservera dans chaque atelier que la quantité de liquides inflammables de 1ère catégorie strictement nécessaire pour le travail de la journée sans que la quantité excède 1000 litres par atelier - le reste sans changement), 8 à 15, 18, 19 (modifié comme suit : il est interdit d'écouler des liquides inflammables en nappe ou l'égout. Les liquides accidentellement répandus sur le sol des ateliers devront être repris pour être stockés et éliminés vers un centre de traitement spécialisé) de l'arrêté type attenant à la rubrique 261 de la nomenclature.

- Application de vernis par pulvérisation articles 2 à 14, 16 à 20, 23, 24 de l'arrêté type attaché à la rubrique n° 405 B de la nomenclature.
- Atelier d'emploi de matières plastiques articles 2 à 5, 11 de l'arrêté type attaché à la rubrique n° 272 de la nomenclature.

III. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES INCENDIE

L'établissement sera doté de plusieurs appareils extincteurs portatifs d'une capacité de 9 à 12 litres à mousse carbonique, spécialement efficaces pour les feux d'hydrocarbures et au moins d'un extincteur sur chariot avec lance et robinet d'une capacité de 50 litres.

Une consigne d'incendie sera établie et le personnel sera régulièrement entraîné par des exercices périodiques.

Article 2.- Les prescriptions attachées à l'arrêté préfectoral du 4 Juin 1959 sont abrogées et remplacées par celles visées ci-dessus.

Article 3.- Le présent arrêté deviendrait caduc si à compter du jour de sa notification il s'écoulait un délai de 3 ans avant que les installations visées soient mises en activité ou si leur exploitation était interrompue durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 4.- Dans le cas où le permissionnaire ne se conformerait pas aux conditions imposées ou à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires pris conformément à l'article 18 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, l'exploitation de cette installation pourrait être suspendue.

Article 5.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6.- Le présent arrêté ne saurait être opposable à l'administration en cas de refus à un autre titre.

Article 7.- En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Article 8.- Le Secrétaire Général de l'Oise, le Sous-Préfet chargé de l'Administration de l'arrondissement de BEAUVAIS, le Maire d'AMBLAINVILLE, l'Inspection des Installations Classées, l'Inspecteur départemental des Services d'incendie et de secours, le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié conformément à la réglementation en vigueur.

Beauvais, le

18 SEP. 1980

Le Préfet
Le Secrétaire Général.

J. WIZ

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Directeur de la Société de Découpage de Nacre
57, rue de Lardières - 60110 - MERU

(S/c. de Monsieur le Maire d'AMBLAINVILLE)

- Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'Administration de l'arrondissement de BEAUVAIS.
- Monsieur le Maire d'AMBLAINVILLE.
- Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines (Subdivision de BEAUVAIS)
- Madame le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.
- Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement.
- Monsieur l'Inspecteur départemental des Services d'incendie et de secours.
- Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture.
- Monsieur le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi.
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Oise.
- Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie chargé de l'Inspection des Installations classées - AMIENS.